



## **Déclaration du collectif régional du Pacte du Pouvoir de Vivre au CESER Nouvelle Aquitaine – 7 Mai 2020**

C'est désormais un lieu commun que de dire que nous vivons une crise sanitaire sans précédent qui questionne le sens et l'ordre du monde. Déstabilisés dans leur culture, pétrie du modèle néo-libéral et d'une accélération de la mondialisation qui sévit depuis une bonne trentaine d'années, les dirigeants du monde entier sont confrontés au choix impossible entre la santé de leurs populations et la santé de leurs économies entre l'impératif de santé et l'impératif de croissance...la guerre des 2 mondes Et de redécouvrir le rôle central de l'humain, d'un humain en bonne santé en l'absence duquel tout s'effondre.

Pour les 55 organisations rassemblées au sein du Pacte pour le Pouvoir de Vivre, cette notion de « bonne santé » va bien au-delà du sens encore trop commun où il ne s'agirait que d'apporter une réponse à une maladie, à une souffrance par un enchaînement d'actes intellectuels et techniques. Certes nos médecins et leurs équipes sont exemplaires et font des merveilles au sein d'un système de santé profondément dégradé qu'il faudra réinterroger. L'heure n'est pas à la polémique et nous faisons, sans ambiguïté, le choix de la solidarité nationale car c'est là l'urgence du moment. Pour notre collectif la santé se définit au sens de l'OMS comme l'état de bien-être physique, mental et social, au sens de la Charte d'Ottawa de 1986 selon laquelle « la santé est engendrée et vécue dans les divers cadres de la vie quotidienne : là où on apprend, où on travaille, où on joue et où on aime. Elle résulte des soins que l'on s'accorde et que l'on dispense aux autres, de l'aptitude à prendre des décisions et à contrôler ses conditions de vie, et de l'assurance que la société dans laquelle on vit offre à tous ses membres la possibilité de jouir d'un bon état de santé. »

En France, la Charte de l'environnement adoptée en 2005 pose dans son article 1er que "chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et favorable à sa santé." La santé humaine est liée à celle de la Terre, à celle des autres animaux, des plantes, des écosystèmes dans lesquels nous déployons nos vies.

C'est bien dans cet esprit que nous souhaitons que soit anticipée la sortie de cette crise, afin de se préparer à guérir des blessures sociales et économiques qui seront profondes. Il faudra veiller à associer les acteurs sociaux car la capacité de résilience à long terme de notre société sera à ce prix. Quelle que soit la forme que prendra cette convalescence individuelle et collective, elle devra s'appuyer sur le savoir-faire et la légitimité des organisations environnementales, des associations de jeunesse et d'éducation populaire, de lutte contre l'exclusion, des mutuelles, des syndicats étudiants et des syndicats de salariés, ou encore de fondations qui rassemblent des millions de citoyens... Nous ne pourrions plus déconnecter les questions économiques des questions sociales, environnementales et culturelles, elles devront être appréhendées conjointement lors de la définition de l'ensemble des politiques publiques.

La très lente sortie de cette crise doit être aussi l'occasion de réorienter nos activités et de penser les modèles alternatifs qui nous feront enfin basculer dans un monde plus juste, au développement plus soutenable.

Pour notre collectif, cette crise révèle, avec le confinement, la part du citoyen dans la destinée collective. Cet acte individuel de responsabilité qui nous aura été demandé et qui aura été une contrainte forte sur nos vies quotidiennes se sera avéré nécessaire pour permettre à notre système de santé d'absorber tant bien que mal le choc épidémique. On ne peut pas aujourd'hui demander à chacun d'être responsable pour soi-même et pour les autres et, demain, une fois la crise derrière nous, recommencer comme avant à penser et à décider à la place des citoyens. Viscéralement attachés à nos valeurs et principes républicains, à la nécessité d'un Etat fort qui guide, organise, accompagne et protège, nous disons qu'il faudra bien admettre que, pour les citoyens, la démocratie ne saurait se limiter à l'organisation des échéances électorales et des débats qui les précèdent. Faire œuvre de pédagogie auprès de l'ensemble de la population pour recueillir son consentement lorsque les décisions ont été prises ne saurait, désormais, constituer une modalité pour gouverner. Comme nous le répétons inlassablement, un projet de société qui se fonde sur le profit immédiat sans prendre en compte les questions sociales, environnementales et culturelles n'a plus de sens aujourd'hui.

Notre pacte fait de l'investissement social une priorité. Nous devons par conséquent poser les bases d'une démocratie plus agile, à l'écoute des groupes sociaux organisés, à l'écoute des professionnels, à l'écoute des élus, à l'écoute des territoires, faisant vivre les solidarités en s'appuyant sur l'engagement, sur les savoirs et les compétences qui ne manquent pas en Nouvelle-Aquitaine comme ailleurs.

A titre d'exemple, tout au long de ces dernières années, lorsqu'il était question du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, les mutuelles, les vraies mutuelles fédérées au sein de la FNMF, ont régulièrement regretté des ONDAM (objectif national des dépenses d'assurance maladie) trop contraints. C'est un choix qui a été fait, pas uniquement par le gouvernement en place mais par d'autres également avant lui. Bien sûr qu'il faut rationaliser les dépenses et bien dépenser l'argent public, mais nous payons aujourd'hui un certain nombre de choix. Cette crise révèle également un système trop cloisonné, trop hospitalo-centré, trop bureaucratique et pas suffisamment organisé autour du parcours du patient et de la prévention. Elle remet au cœur des enjeux et discussions, la question de l'efficacité de notre système. Un tel chantier ne peut être mené que par l'ensemble des acteurs tant au niveau national que sur chacun de nos territoires, nous pouvons affirmer que ces acteurs y sont prêts, en toute responsabilité, pour peu qu'on les installe autour de la table.

Puisque le pacte de stabilité va être transgressé, le moment est venu d'investir massivement dans les infrastructures sanitaires, de densifier la carte hospitalière, d'assumer des surcapacités en réanimation (salutaires en période de crise), de créer les postes et les lits nécessaires dans les urgences, et de replacer le praticien au cœur de la gestion de l'hôpital – et non le technocrate assimilant celui-ci à une entreprise.

Ceci est aussi vrai pour le service public de l'éducation qui a joué un rôle essentiel durant cette période de confinement en assurant l'accueil de certains élèves et la continuité pédagogique par l'enseignement à distance pour les autres et qui sera en première ligne encore pour la sortie du confinement. La réduction des inégalités sociales et scolaires mises en évidence à cette occasion doit être une priorité.

Notre avenir dépend du maintien d'un climat vivable et d'une biodiversité en bon état. Les impacts des activités humaines sur nos territoires provoquent la dégradation des espaces naturels, des forêts, des sols, de la qualité de l'air, de l'eau, et de multiples pollutions qui affectent notre santé.

La période de confinement a révélé ce à quoi nous tenons le plus : les liens avec notre famille, nos proches, nos semblables. D'une contrainte temporaire, passons à un désir de modes de vie plus sobres en usages superflus, moins énergivores, privilégiant la durée de vie de nos biens, et plus riches en relations. Se sentir à nouveau en lien avec les autres, au sein d'un même espace partagé avec toutes les formes de vie que nous devons protéger pour nous protéger nous-mêmes.

Demain, l'urgence écologique sera encore là ; l'urgence sociale sera démultipliée ; les questions liées à la santé et à la solidarité, en France et dans le monde, seront cruciales ; l'urgence démocratique sera plus criante que jamais. Nous sommes convaincus qu'y répondre, ensemble, est le meilleur remède face aux crises, qu'elles soient sanitaires, économiques ou environnementales. La période d'après-crise demandera des efforts importants pour soutenir les entreprises, le secteur associatif et les citoyens. Nous mesurons que les ressources de la France auront des limites mais que cela ne pourra pas être en soustraction des investissements qu'exige la transition écologique indispensable pour ne pas compromettre l'avenir de la vie sur notre planète. Après le coup de semonce que nous vivons, c'est en nous engageant résolument dans cette transition que nous sortirons de cette crise et nous prémunirons de la suivante. Ces efforts ne seront acceptables et acceptés que si les décisions sont partagées et, plus encore, réfléchies, débattues et construites en commun en toute responsabilité.

Plus que jamais nous devons mobiliser les intelligences plurielles de tous les acteurs de notre société pour trouver des solutions. C'est la solidarité et la mobilisation générale des énergies qui nous aideront à passer la crise actuelle et à construire le monde d'après. Notre modèle social a déjà fait la preuve de son utilité comme amortisseur des crises, il devra être conforté de même que les services publics qui ont dans cette période de crise joué un rôle essentiel.

Les membres du collectif du Pacte du Pouvoir de Vivre ont pris acte des orientations fixées par le Premier Ministre lors de son discours le 28 avril dernier tout en soulignant qu'il persiste de nombreuses inconnues.

Mais surtout, nous regrettons vivement, comme nos représentants nationaux, que toute une série de questions urgentes ait été absentes des annonces qui ont été faites.

Un courrier, accompagné de 15 mesures indispensables et urgentes à mettre en œuvre dès la fin du confinement, a été envoyé au Premier Ministre pour l'alerter sur les nombreuses situations de ceux, souvent invisibles, qui rencontrent d'importantes difficultés du fait de cette crise.

Certaines de ces mesures peuvent trouver une réponse au niveau régional. C'est pourquoi notre collectif adressera cette déclaration et les 15 mesures annexées au Président du Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine.

Un futur durable et équilibré se construira avec des humains enracinés dans le monde naturel, prenant soin d'eux-mêmes, de tous leurs semblables, des formes de vie autour d'eux, et de leur patrimoine commun, la planète Terre.

Les Membres du collectif Régional du Pacte du Pouvoir de Vivre signataires de cette déclaration :

APF France Handicap  
CFDT Nouvelle Aquitaine  
CFTC Nouvelle Aquitaine  
CRAJEP, Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire  
FAGE, fédération des Associations Générales Etudiantes  
FAS Fédération des Acteurs de la Solidarité  
France Nature Environnement Nouvelle Aquitaine  
Ligue de l'Enseignement Nouvelle Aquitaine  
Mouvement Associatif Nouvelle Aquitaine  
Mutualité Française Nouvelle Aquitaine  
URIOPSS, Union Régionale Interfédérale des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux Nouvelle Aquitaine  
UNSA Nouvelle Aquitaine



# Le pacte du pouvoir de vivre

66 PROPOSITIONS